

Le G 8 et le dérèglement du climat

Les changements climatiques sont la plus grande menace à laquelle l'humanité est confrontée. La responsabilité des pays du G 8 dans cette crise est considérable : ils sont à l'origine de plus de 80 % des émissions de gaz à effet de serre rejetées dans l'atmosphère. Ces pays les plus riches du monde émettent 40 % des rejets de CO₂ alors qu'ils n'hébergent que 13 % de la population mondiale.

Il incombe aux chefs d'État et de gouvernements du G 8 d'assumer leur responsabilité en adoptant des objectifs chiffrés et contraignants en matière de lutte contre les changements climatiques.

Pour remplir ce mandat lors du sommet japonais, qui se déroule à Toyako du 7 au 9 juillet 2008, ils doivent au minimum se mettre d'accord sur l'ensemble des points suivants :

- **L'augmentation globale des températures moyennes doit être maintenue en deçà de 2°C**, par rapport aux niveaux préindustriels.
- Pour ce faire, **les émissions de gaz à effet de serre doivent commencer à diminuer dès 2015, pour être réduites d'au moins 50 % d'ici à 2050** (par rapport aux niveaux de 1990).
- **Les pays industrialisés doivent montrer l'exemple en s'engageant à réduire leurs émissions de 30 % dès 2020, et de 80 à 90 % d'ici à 2050**, par rapport aux niveaux de 1990. Les objectifs fixés pour 2020 sont prioritaires, dans la mesure où ils démontrent la réelle volonté des gouvernements à faire face au défi climatique.
- **Le Japon doit s'engager unilatéralement à réduire ses émissions de 25 à 40 % d'ici à 2020** pour être un hôte crédible de ce sommet.
- **Le G 8 doit reconnaître que la protection des forêts primaires est cruciale pour la préservation de la biodiversité comme pour la lutte contre le dérèglement du climat.** Un cinquième des émissions de gaz à effet de serre provient de la déforestation et de la dégradation des forêts tropicales. Les gouvernements doivent par conséquent soutenir la création d'un mécanisme de financement efficace dans le cadre du protocole de Kyoto, qui donnerait les objectifs nécessaires et les fonds correspondants pour aller vers une déforestation zéro dans les dix prochaines années.

Ces points constituent le strict minimum des engagements qui incombent aux dirigeants du G 8. Que les sept pays du G 8 qui ont ratifié le protocole de Kyoto s'engagent sur ces éléments fondamentaux, constituerait un réel progrès. Le monde ne peut pas et ne doit pas attendre George W. Bush.

Les éléments suivants permettront également d'évaluer les résultats du sommet...

Aucun soutien au charbon, étant donné que le « charbon propre » n'existe pas.¹ Les chefs d'État et de gouvernement ainsi que la Banque mondiale sont sur le point d'annoncer de nouveaux « fonds d'investissements pour le climat » à Toyako. Ces

¹ www.greenpeace.org/ccs

fonds ne définissent pas quelles « technologies propres » ils sont sensés soutenir. Ils participent de fait au problème, non à sa solution, dans la mesure ils vont probablement assurer un soutien financier au pire choix énergétique possible : le charbon. Financer le charbon au nom de la protection du climat est une hérésie. C'est la raison pour laquelle Greenpeace, associée à d'autres ONG, dénonce ces « fonds d'investissement pour le climat ».²

Aucun soutien à l'énergie nucléaire, dangereuse et chère, qui sape les solutions alternatives au problème climatique.³ Greenpeace a prouvé que la demande mondiale d'énergie peut être satisfaite sans recours à l'énergie nucléaire, ni au captage et à la séquestration de carbone.⁴

Pas de rhétorique populiste et d'appel à la fin à de la hausse des prix du pétrole. Les coûts réels du pétrole et du charbon – incluant les changements climatiques, les maladies respiratoires ou encore les conflits armés – doivent toujours être pris en compte dans le prix global des combustibles fossiles. Investir massivement dans l'amélioration de l'efficacité énergétique est la seule réponse rationnelle à la hausse des prix du pétrole. Le potentiel de réduction de notre consommation d'énergie est en effet considérable⁵. Greenpeace soutient les politiques qui empêchent que les plus pauvres ne souffrent des prix élevés du pétrole. Les subventions aux industries exploitant les combustibles fossiles sont inacceptables.

Un cadre efficace pour financer la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts tropicales. Greenpeace demande à ce que les Nations unies, et non la Banque mondiale, gèrent ces financements, qui doivent s'articuler en soutien au protocole de Kyoto et non saper les politiques de régulation du climat.⁶

Un engagement à soutenir financièrement les pays en développement pour les aider à s'adapter et faire face aux inévitables impacts des changements climatiques.

Un accord pour que la biomasse soit utilisée principalement pour la production combinée de chaleur et d'énergie. Cet accord doit être conditionné au respect de standards de durabilité stricts et contraignants. Par exemple : aucune terre forestière ne doit être convertie pour la production d'agrocarburants.

Le contexte

Le sommet du G 8 a été fondé en 1975 en réponse à l'impact économique de... la hausse des prix du pétrole ! La question climatique est un point de discussion relativement récent à l'agenda du G 8.

En 2000, le G 8 a proposé un programme ambitieux pour le développement des énergies renouvelables auquel il n'a jamais donné suite. En 2005, les changements climatiques sont devenus une des priorités du G 8 lors de la réunion de Gleneagles, en Écosse. Mais les conclusions sont restées vagues et insignifiantes, car Tony Blair ne voulait pas offenser son ami George W. Bush. Néanmoins, les chefs d'État et de gouvernement ont souligné l'isolement des États-Unis en déclarant : « *Ceux d'entre nous qui avons ratifié le protocole de Kyoto nous réjouissons de son entrée en vigueur et travaillons à en faire un succès.* »

² www.endoilaid.org/wp-content/uploads/20_08/06/cif-sign-on-statement.doc

³ www.greenpeace.org/raw/content/international/press/reports/nuclear-power-under-extrayant-ac.pdf

⁴ www.energyblueprint.info

⁵ Idem.

⁶ www.greenpeace.org/forestsforclimate

Les États-Unis sont le seul pays industrialisé à ne pas avoir ratifié le protocole de Kyoto. Quoiqu'il en dise, le président Bush travaille toujours activement à saper ce protocole. Dans ce but, il a initié en septembre 2006 les « rencontres des grandes économies sur l'énergie et le climat » (baptisées à l'origine « MEM », pour « Major Economies Meeting »⁷).

Le 9 juillet, en marge du sommet du G 8, une rencontre des dirigeants des « grandes économies » se tiendra à Toyako. Les chefs d'États et de gouvernements publieront à cette occasion une déclaration commune. Au regard des derniers avant-projets, celle-ci n'apportera rien de nouveau à la lutte contre les changements climatiques.

Informations et contacts :

À Paris :

Karine Gavand, chargée de mission climat, Greenpeace France : 06 77 04 61 90

Adélaïde Colin, chargée de communication, Greenpeace France : 06 84 25 08 25

À Tokyo :

Daniel Mittler, Greenpeace International G8/climate expert, +81 80 2910 2355

Manami Suzuki, Greenpeace Japan climate campaigner, +81 80 5416 6506

Beth Herzfeld, Greenpeace International press officer, +81 80 2910 2057

⁷ www.greenpeace.org/international/press/reports/bush-mem